



AMBASSADE DE SUISSE  
EN YOUGOSLAVIE

BELGRADE, le 20 février 1991

Birćaninova 27  
Case postale 817  
Tél. : 646 899

Réf. : 380.0 - IND/GZ

RP No 4/1991

Confidentiel

D F A E  
Secrétariat politique

B e r n e

- copies:- DFAE - Secrétaire d'Etat Kl. Jacobi  
- Ambassadeur J. Staehelin  
- Division politique I  
- Division politique III (CSCE)  
- Ambassadeur R. Weiersmüller  
- DDIP (M. J.-D. Vigny)
- OFAEE - Secrétariat du Secrétaire d'Etat  
- Ambassadeur S. Arioli  
- Service des pays de l'Europe du  
Sud-Est
- DMF - G R S
- Ambassade de Suisse, Vienne, à l'atten-  
tion du Colonel Ch. Ott

Visite en Croatie

Le visiteur qui n'a plus vu Zagreb, la capitale de la République de Croatie depuis huit mois ne manque pas d'être frappé par plusieurs signes extérieurs montrant que quelque chose est en train de se passer sous le nouveau régime de démocratie parlementaire. Premier indice - le drapeau aux couleurs yougoslaves qui flotte sur tous les bâtiments officiels a perdu l'étoile au centre remplacée aujourd'hui par l'échiquier rouge et blanc, symbole de la nation croate. La police, armée, est omniprésente. Aux endroits sensibles, aux abords des résidences des dirigeants croates, sur les parcours empruntés par leurs limousines, des piquets vigilants en uniforme de combat, l'arme braquée. Certes, Zagreb n'a pas les allures d'un camp retranché, loin de là, car la vie suit son cours normal. Il n'empêche que ces signes sont la manifestation de l'affirmation nationale croate et du défi lancé à l'armée

./.

fédérale que l'on soupçonne depuis peu de préparer un coup d'état pour écraser les institutions croates nées de la démocratisation. L'on dit que lors de la crise aiguë des 25 et 26 janvier, l'armée aurait eu l'ordre d'arrêter 21 personnalités croates.

Les entretiens que j'ai pu avoir avec le président F. Tudjman, manifestement fatigué de ses nombreux voyages, le président du conseil J. Manolic, le MAE F. Golem, le directeur de l'agence pour la restructuration et le développement, une espèce de ministre du commerce et de l'économie, Z. Mrcsic, le président de l'Assemblée parlementaire Z. Domljan, ainsi qu'avec des journalistes, des représentants des milieux universitaires, scientifiques et ecclésiastiques, m'ont révélé des hommes convaincus de la nécessité d'un changement fondamental dans les relations inter-républicaines. Leurs aspirations vont vers une plus grande autonomie, vers une alliance d'états souverains. Les uns parlent de communauté d'états yougoslaves à l'image de la CEE, d'autres de liens inter-étatiques sur le modèle nordique. Mais tous, quelle que soit leur appartenance, portent un jugement sombre sur l'avenir de la vie en commun et donnent peu de chances à la transformation qu'ils appellent de leurs vœux. Les pourparlers de la présidence fédérale, des présidents des républiques et du gouvernement fédéral se poursuivent depuis deux mois sans que les positions des partisans de l'alliance d'états souverains et de ceux du maintien d'un pouvoir fédéral ne se soient rapprochées. Au contraire, l'impression est que les positions se durcissent au fil des séances. Les négociations traînent en longueur du fait de l'intransigeance serbe, me dit-on. Les leaders serbes compteraient sur une détérioration de la situation générale, le chaos et les désordres qui pourraient survenir justifiant l'intervention de l'armée et le rétablissement de l'ordre constitutionnel communiste.

Les Croates exposent leurs craintes. Depuis les élections parlementaires de décembre dernier, les dirigeants serbes, le président S. Milosevic en tête, forts du succès du parti socialiste serbe, mènent une politique hégémoniste, avec le soutien de l'armée dont les officiers, au nombre de quelque 70'000 hommes et qui sont pour la plupart d'origine serbe. Les articles haineux de la presse serbe, inspirée par Milosevic, les accusations réitérées dénonçant la discrimination dont serait l'objet la minorité serbe en Croatie, la prétendue collusion des dirigeants croates avec les forces qualifiées d'impérialistes et avec la CIA, ainsi que d'autres récriminations, infondées à en croire les Croates, sont écartées dédaigneusement à Zagreb. Pour mes interlocuteurs, il n'y a pas l'ombre d'un doute, la politique serbe, menée par des "bolchéviques" déguisés sous l'étiquette socialiste, vise à rien de moins qu'au rétablissement du bolchévisme dans toute la Yougoslavie. L'hydre serait en train de relever la tête en Europe de l'Est - à preuve les événements récents en Union soviétique où les conservateurs, l'armée et le KGB reprendraient du poil de la bête, en Hongrie les accusations de l'opposition communiste à l'endroit du gouvernement, les contacts très étroits entre officiers soviétiques et yougoslaves. Si le pire a pu être évité lors

de la crise de janvier, c'est grâce à la fois à la volonté de la population croate de défendre à tout prix les acquis de la démocratie et aux messages très fermes des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne faisant appel à une solution pacifique de la crise yougoslave.

Ayant échoué, les Serbes, toujours selon les politiciens croates, tenteraient maintenant de discréditer complètement le président du conseil exécutif fédéral, A. Markovic, le rendant entièrement responsable de la situation catastrophique dans laquelle se débat l'économie de la Serbie, - principalement de par la faute des gouvernants serbes, s'empresse-t-on d'ajouter - dans l'intention de le contraindre à démissionner et de céder la place en mai à B. Jovic, lui-même serbe, au terme de son mandat de président de la présidence fédérale. Cette thèse est également accréditée ces jours-ci par un quotidien de Sarajevo. De plus, la Serbie ne s'opposerait pas à la sécession (ou "dissociation" selon le terme actuellement à l'honneur) de la Slovénie, désireuse de toutes façons de se séparer de la Yougoslavie et de proclamer son indépendance. La Croatie se trouverait alors seule face à la république voisine qui exigerait la révision des frontières en cas de sécession croate pour englober tous les Serbes, répartis en Croatie (environ 12% de la population) et en Bosnie-Herzégovine (32% de la population) dans un seul et même état. Les dirigeants croates qui insisteraient dans ce cas sur un rassemblement de tous les Croates (de Bosnie-Herzégovine, comme de la Voïvodine, province autonome de Serbie), en une seule et même entité, ne voient en réalité aucune nécessité de modifier les frontières républicaines. La constitution croate garantit aux minorités leurs droits, mais l'on doute que la minorité serbe, utilisée par Milosevic à des fins hégémonistes, ne soit jamais satisfaite des droits qui lui sont accordés. Le départ de la Slovénie permettrait à l'armée de s'installer en Croatie sous prétexte de défendre les frontières de l'Etat yougoslave, en réalité pour brimer la démocratie naissante. Un ministre va jusqu'à émettre la crainte que l'armée soviétique ne s'installe à l'intérieur de la Croatie, par personnes interposées et n'obtienne des facilités dans une base navale. Selon ses dires, en réalité la guerre froide n'est pas encore enterrée dans tous les esprits. Enfin, l'on serait convaincu à Zagreb que l'armée yougoslave jouirait d'un soutien extérieur, lire soviétique, car l'accession à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie pourrait ne pas rester sans influence sur les événements dans les Etats baltes.

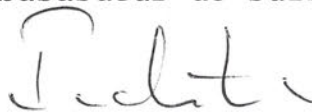
La situation économique en Croatie est désastreuse. Pas de jour ne se passe sans l'annonce de faillites. Le chômage ne cesse d'augmenter, les caisses de l'Etat dont les fonctionnaires ne reçoivent plus que la moitié de leur salaire, sont vides. Le gouvernement croate prépare un plan de redressement qui sera soumis à des banques étrangères pour obtenir des prêts. Ce plan prévoit l'adoption d'une nouvelle devise, éventuellement le mark allemand à l'instar des pays des Caraïbes dont la devise est le dollar américain. Le dinar, malgré la récente dévaluation qui l'a vu passer du taux de 7 à 9 pour 1 DM, continue à être surévalué (le taux au marché noir serait de 14 pour 1 DM). Les entreprises qui

détiennent des devises étrangères les conserveraient à l'étranger de peur de se les voir approprier par l'état central. Elles vendraient les DM au taux de 14 dinars uniquement lorsqu'elles ont besoin de fonds en Croatie.

Les politiciens croates affirment que la population est prête à supporter les difficultés économiques et à faire confiance à des autorités qu'elle a élues librement et démocratiquement, pour la sortir du pétrin. Elle ne descendra pas dans la rue pour ne pas donner de prétexte à l'armée de rétablir l'ordre. Des agitateurs pourraient tenter de semer le doute et le chaos, mais la Croatie saura faire face à cette éventuelle menace. Seule la souveraineté politique impliquant la souveraineté économique, monétaire et fiscale permettra un redressement. La Croatie ne refuse pas de contribuer à un budget fédéral minimum à condition que les effectifs de l'armée soient réduits, que celle-ci soit transformée en une armée professionnelle de quelque 100'000 hommes dont l'unique tâche serait la défense des frontières de l'état. Le rôle de l'armée doit absolument être redéfini.

Il n'est pas aisé de tirer des conclusions des entretiens avec les leaders croates. Une chose paraît certaine: les Croates tout autant que les Slovènes souhaitent se libérer de ce qu'ils appellent la domination serbe. Les structures de l'Etat yougoslave doivent être redéfinies. Si les négociations en cours n'aboutissent pas à une alliance d'états souverains ni à un accord de séparation, alors la Croatie avec la Slovénie ferait appel à la CSCE ou aux Nations Unies en vue de résoudre la crise de manière démocratique et pacifique. Les choses n'ont pas encore atteint ce stade. Quant à savoir si la Croatie est aussi démocratique que veulent bien le certifier ses dirigeants lorsqu'ils appellent à un soutien de l'Occident, tout le monde, même à Zagreb, n'est pas entièrement convaincu. Il ne faut pas oublier que les hommes politiques croates ont été des membres influents de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qui proches de milieux oustachis de droite émigrés en Amérique du Nord après les pogroms perpétrés contre les Serbes durant la deuxième guerre mondiale. La Croatie, pas plus que la Serbie, n'a de tradition démocratique et c'est à l'usage du temps que l'on pourra juger si la démocratisation a véritablement pris pied.

L'Ambassadeur de Suisse:



(J.-J. Indermühle)